

Initiatives ministérielles

nous vous répondons que nous écouterons d'abord la population, contrairement à ce que fait le gouvernement. Vous demandez comment nous allons nous sortir de l'impasse? La seule façon de le faire, c'est de galvaniser la population. Elle commencera non seulement à faire sa part, mais encore davantage. Cependant, comme le gouvernement ne l'écoute pas, il n'obtient pas la productivité dont nous avons besoin pour nous en tirer.

Voici la question que je veux poser au député. Il connaît l'importance de la productivité mondiale. C'est un homme qui, pendant les dernières élections, a continué de parler franchement à la population. Il a été le seul député de ce côté-là la Chambre à admettre que la TPS allait coûter 10 milliards de dollars de plus aux consommateurs. La population a respecté cette franchise à ce moment-là. Sachant à quel point la TPS mine le moral des Canadiens, n'est-il pas d'accord pour dire que, en augmentant le moral, nous accroissons la productivité et nous réduisons les taux d'intérêt, ce qui est le meilleur moyen de s'attaquer au déficit dans toutes les régions du pays?

M. Blenkarn: Madame la Présidente, quand un député écrit des livres sur la réforme fiscale et mélange la réforme fiscale et le projet de loi C-69, puis qu'il confond la TPS et la réforme fiscale, nous commençons à nous demander d'où il vient. Mais passons à . . .

• (1740)

M. Mills: Ne prenez pas votre air supérieur.

M. Blenkarn: La taxe sur les produits et services change nos taxes à la consommation et augmente la productivité nationale de 1,4 p. 100 en moyenne, elle augmente le produit intérieur brut de 10 milliards de dollars, elle crée 60 000 emplois par année. . .

M. Mills: C'est un désincitatif.

M. Blenkarn: . . .c'est donc la sorte d'initiative qu'il devrait promouvoir. Revenons à l'étude du projet de loi.

Depuis 1984-1985, le financement des programmes établis augmente en moyenne de 6,3 p. 100, alors que l'augmentation des autres dépenses publiques est en deça du taux d'inflation, soit de 1 à 1,5 points de pourcentage de moins. Le financement des programmes établis augmente une fois et demi plus rapidement que l'inflation. Nous demandons aux provinces qui peuvent se le permettre d'accepter des paiements moins généreux au cours des deux prochaines années. Pour quelque temps, nous imposons à ces provinces au titre de l'augmentation annuelle du financement du RAPC, non pas une limite de 3,5 p. 100 comme dans le cas des ministères fédéraux, mais de 5 p. 100 au lieu de 6,7 p. 100.

C'est de cela qu'il devrait parler. Il devrait parler du fait que. . .

M. Mills: Vous devriez parler du moral des Canadiens.

M. Blenkarn: Le moral des Canadiens est bon, comme le serait celui d'une personne qui dirait: «Vous êtes honnêtes, vous avez dit que l'augmentation serait de 10 milliards de dollars.» Ce n'est pas le cas. Il y aurait eu une augmentation si nous avions pris les données de la Nouvelle-Zélande et d'autres concepts de même nature. Vous ne faites que lire les manchettes. Mon ami lit et chasse les manchettes. Grosses manchettes, grand chasseur, mais cela ne donne rien.

La réponse, madame la Présidente, c'est que ce projet de loi est important pour le Canada et que le Parti libéral devrait l'appuyer.

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Madame la Présidente, j'ai deux questions à poser à mon ami de Mississauga—Sud. D'une part, il a fait allusion dans son discours. . .

Une voix: Vous êtes donc amis maintenant!

M. Gardiner: Le député se demande s'il convient d'utiliser le mot «ami». Mon «collègue» de Mississauga—Sud a dit que les provinces étaient riches et que le projet de loi que nous sommes en train d'étudier maintenant ne devrait pas les incommoder. Il a mentionné l'excédent de la Colombie-Britannique, et on voit qu'il s'est renseigné. D'ailleurs, en examinant le budget de cette province, et je suis sûr qu'il l'a fait, il constatera que cet équilibre budgétaire a été rendu possible grâce à un fonds provincial appelé fonds de stabilisation du budget.

Puisqu'il prétend que cette province enregistre un excédent budgétaire, pourrait-il nous expliquer comment ce fonds fonctionne en Colombie-Britannique? Deuxièmement, il parlé du sens des responsabilités de l'opposition, et dans cette veine, je me demande pourquoi il n'appuierait pas la mesure d'initiative parlementaire que je pourrais déposer pour demander au gouvernement fédéral de s'assurer que les paiements de transfert versés aux provinces pour la santé et l'enseignement postsecondaire servent aux fins prévues, pourquoi il n'appuierait pas une mesure qui imposerait au gouvernement fédéral l'obligation de s'assurer que cet argent est bel et bien dépensé